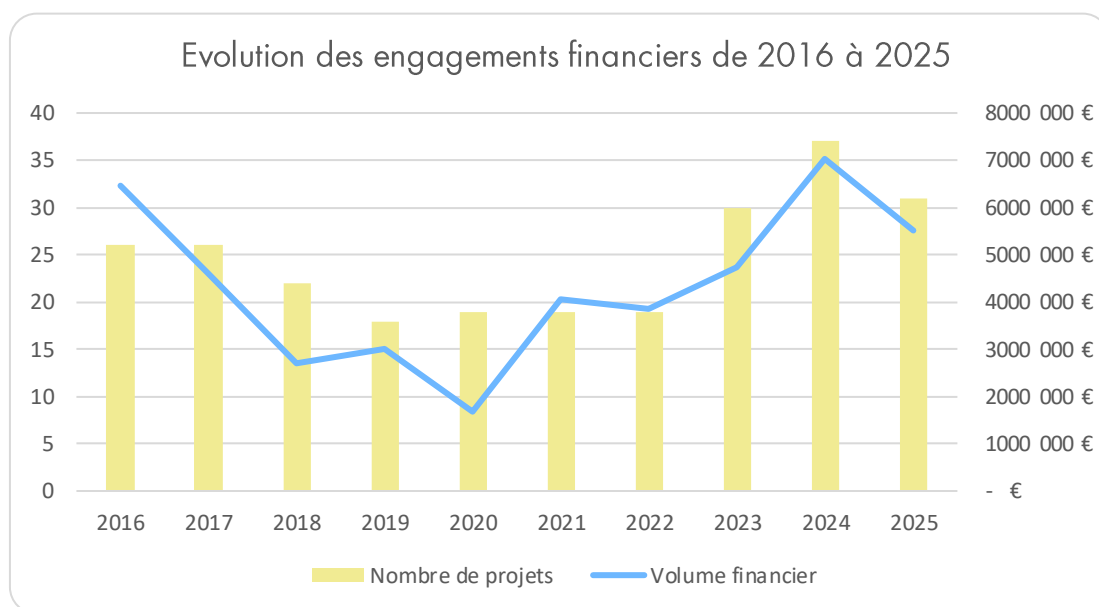


Coopération décentralisée et non gouvernementale pour l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et la GIRE au Sénégal

BILAN DE L'ANNEE 2025

CONTEXTE

Chaque année, le pS-Eau référence les projets portés par la coopération décentralisée et non gouvernementale (CDNG) et la solidarité internationale française intervenant dans le secteur de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH), et la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) à l'international. Ce document recense les projets réalisés au Sénégal ayant bénéficié d'un financement de la part de collectivités territoriales et/ou des agences de l'eau françaises et dont la décision de financement a été adoptée durant l'année 2025.

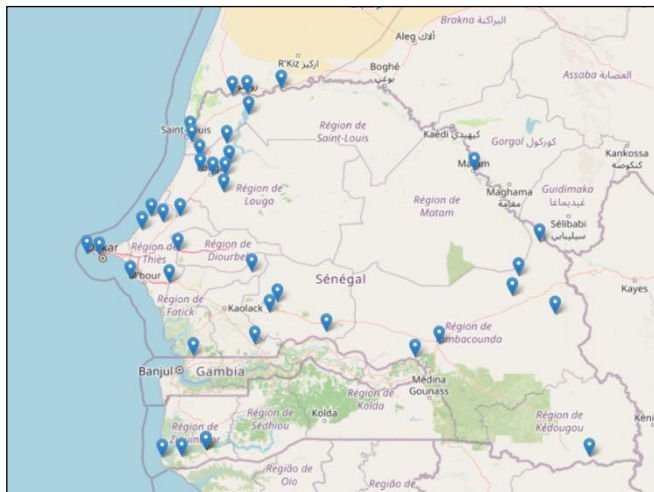


Sur l'année 2025, 32 actions de coopération décentralisée et non gouvernementale et de solidarité internationale ont été financées au Sénégal, représentant la somme totale de 5 550 470 €. En cumulé, depuis 2007, 410 projets d'accès à l'eau et à l'assainissement réalisés par les acteurs français, notamment les collectivités territoriales et les ONG, ont été recensés au Sénégal, représentant un total de près de 83 millions d'euros. Le diagramme ci-dessus montre l'évolution des montants et le nombre de projets mis en place dans le secteur de l'EAH ces dix dernières années.

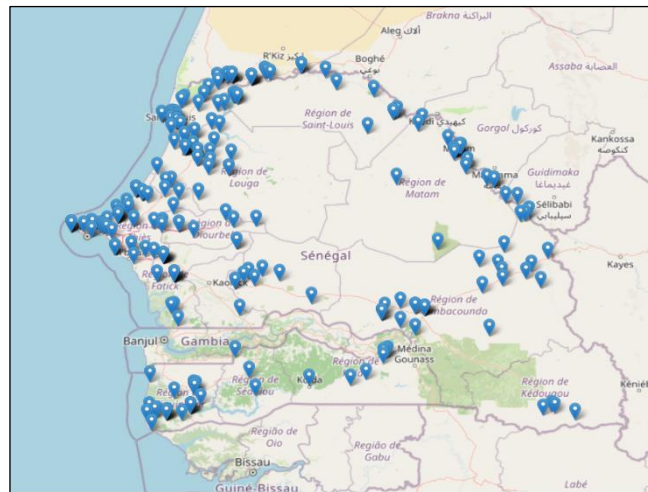
Après une année 2024 exceptionnelle, marquée par un afflux de projets lié au redéploiement des porteurs et acteurs de la coopération décentralisée vers le Sénégal dans un contexte politique tendu au Mali, au Niger et au Burkina Faso, l'année 2025 retrouve des niveaux de projets et de financements plus modérés, comparables à ceux observés en 2023. Cette évolution confirme néanmoins la solidité de l'engagement des acteurs du secteur au Sénégal, qui demeure une zone d'intervention privilégiée pour les partenaires français.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

En 2025, les nouveaux projets ont été initiés dans 9 régions différentes. Ainsi, de 2016 à 2025, la coopération décentralisée et non gouvernementale a apporté un appui au secteur de l'eau et l'assainissement dans l'ensemble des 14 régions que compte le Sénégal.



Cartographie des nouveaux projets en 2025



Cartographie des projets financés de 2016-2025

En 2025 comme les années précédentes, on constate une **forte concentration des interventions dans la partie occidentale du pays** : région de Saint Louis, Ouest de la région de Louga, région de Thiès, région de Dakar, ainsi que dans la région de Fatick. Pour la seconde année consécutive on enregistre également un déploiement important de projets dans la région de Tambacounda (x4) et dans celle de Ziguinchor (x3).

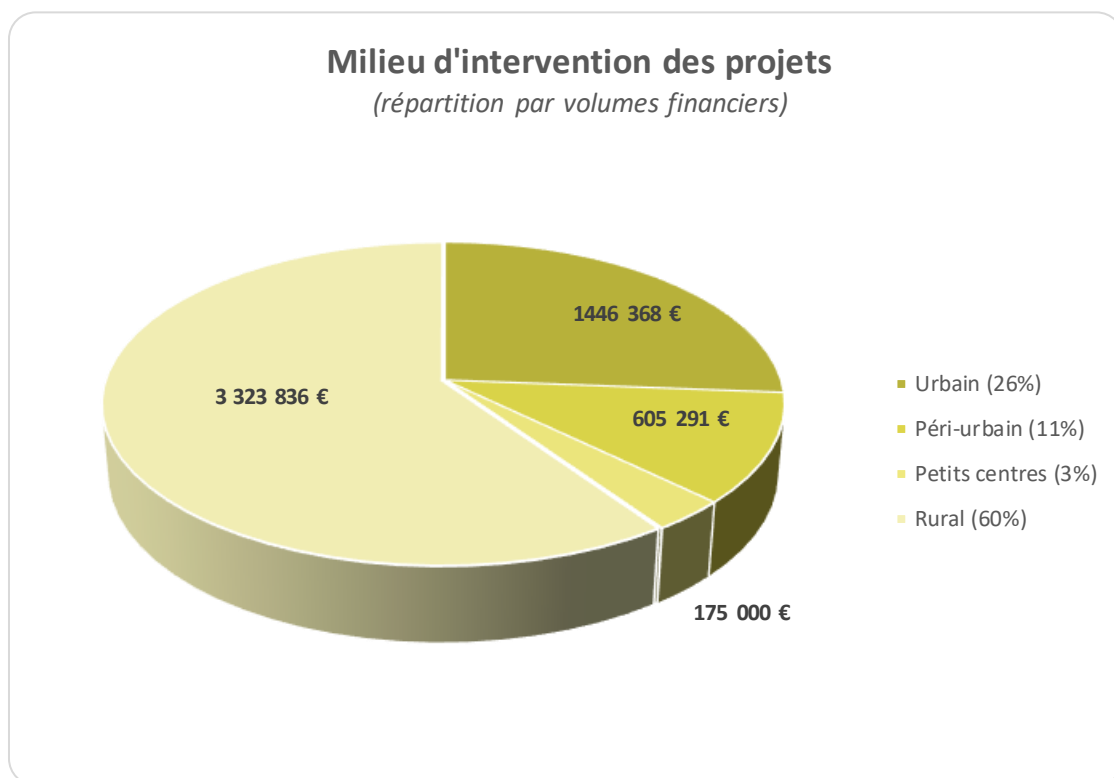
Cette année aucun nouveau projet n'a été financé dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Kolda, Sédhiou et Diourbel.

On peut avancer plusieurs hypothèses pour expliquer le faible nombre d'initiatives menées dans les zones Centre et Sud. Tout d'abord, dans la zone centrale du pays, l'utilisation des eaux souterraines pour la consommation est rendue difficile sans le recourt à des traitements tels que des procédés de désalinisation qui peuvent être coûteux. Quant au centre de la zone Sud (Casamance), son relatif éloignement pourrait être perçu comme un obstacle logistique et économique pour les porteurs de projets.

Les diasporas sénégalaises installées en France et en Europe sont très majoritairement originaires de la vallée du fleuve Sénégal (Saint-Louis, Podor, Matam), du Fouta, de la région de Louga, de Tambacounda et de Thiès. Ces diasporas jouent souvent un rôle moteur dans l'initiation et le portage politique des projets de coopération décentralisée (associations de ressortissants, plaidoyer auprès des collectivités d'accueil). Les régions à faible émigration vers l'Europe, comme le bassin arachidier (Kaolack, Kaffrine, Diourbel), sont structurellement moins concernées par ce mécanisme.

REPARTITION DES PROJETS SELON LE MILIEU D'INTERVENTION

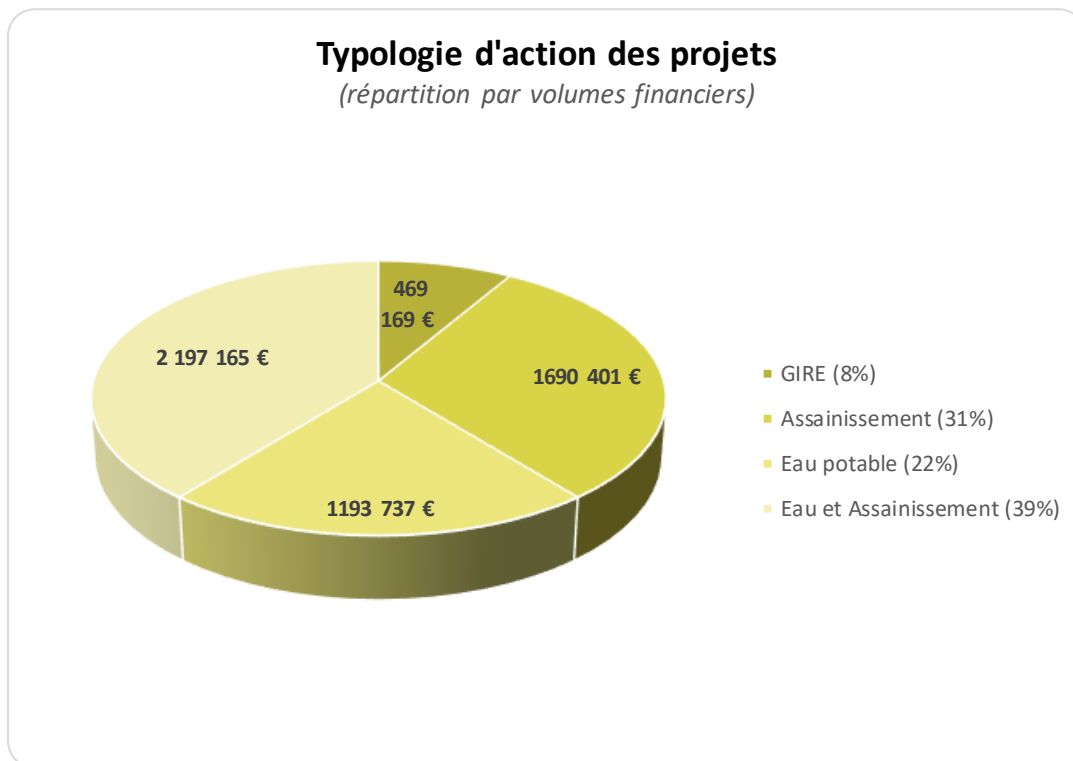
En 2025, près de 60 % des financements ont été orientés vers le milieu rural. Les zones urbaines concentrent un peu plus d'un quart des montants engagés, principalement en raison d'un projet d'envergure mené à Ouakam. Les zones périurbaines ont bénéficié de 11 % des financements, tandis que seuls 3 % ont été dirigés vers les petits centres urbains.



Cette échelle de répartition des projets correspond au profil des acteurs de la CDNG porteurs de projets et à leur capacités logistiques et financières. De plus, les projets « d'investissements en zones urbaines » sont davantage financés par l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre de l'aide française bilatérale, impliquant de fait une répartition des milieux d'intervention.

TYPES D'INTERVENTIONS

En 2025, 19 projets, représentant près de 40 % des financements, ont pris en compte à la fois l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. La proportion de projets intégrant ces deux volets se maintient à un niveau stable depuis trois ans. Cette constance témoigne du fait que les acteurs ont désormais pleinement intégré la nécessité d'une **approche combinant des actions sur les deux sous-secteurs**, condition essentielle pour répondre de manière cohérente à l'ensemble des enjeux du secteur sur leur **zone d'intervention** et pour renforcer l'impact des projets.



En 2025, dix projets dédiés principalement à l'accès à l'eau ont bénéficié d'un financement, représentant près d'un quart (22 %) des financements engagés cette année.

Parallèlement, cinq projets centrés sur l'assainissement ont mobilisé pour la première fois plus d'un tiers (31%) des financements. Cette progression marque une **évolution notable** par rapport à 2024, où cette thématique ne représentait que 11 % des montants engagés.

L'année 2025 se distingue également par l'émergence d'un **nombre record de quatre projets consacrés à la GIRE**, qui totalisent 8 % des financements. Cette dynamique illustre l'intérêt croissant des acteurs pour une gestion concertée et durable de la ressource en eau.

Comme les années précédentes, la majorité des projets financés relèvent de la construction d'infrastructures et d'équipements, intégrant fréquemment des volets de **renforcement des capacités locales** (gestion des services, gouvernance) et de **sensibilisation**, notamment en matière d'hygiène.

En 2025, on recense **10 projets financés dans le cadre de coopérations décentralisées** en considérant les projets portés par une collectivités territoriale française et une collectivité sénégalaise partenaire. Cela représente **un tiers des 31 projets et plus de la moitié (56 %) des montants mobilisés en 2025.**

Voici les listes des partenariats de coopération pour 2025 :

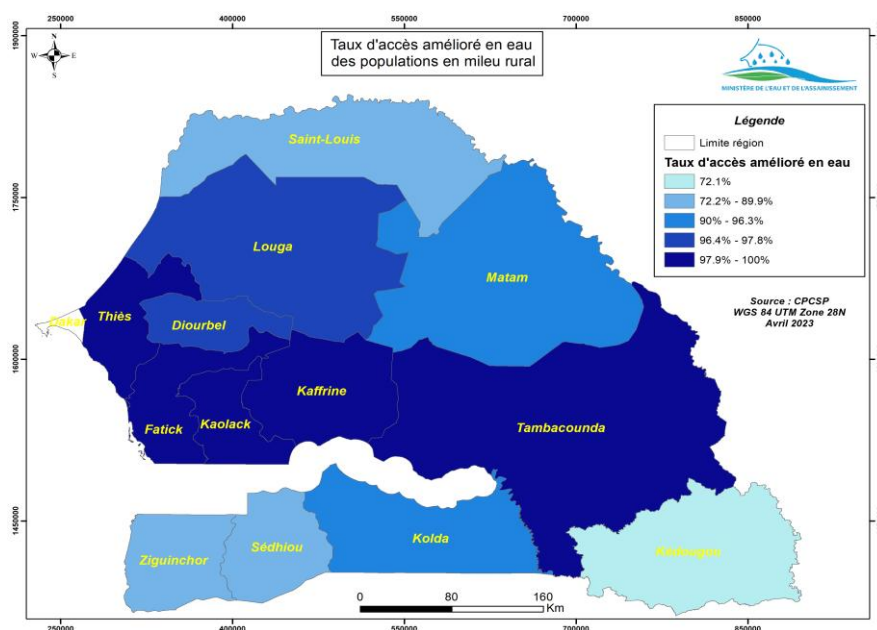
- Département du Doubs / Département de Louga
 - Limoges Métropole / Commune de Ndiagne
 - Lorient Agglomération / Commune de Noto
 - Concarneau Cornouaille Agglomération / Commune de Mbour
 - Communauté de communes Porte Océane du Limousin / Commune de Nguer Malal
 - Ville de Cenon / Commune de Ouakam
 - Mairie de Salles / Département de Louga
 - SIAEP de Puy-la-Forêt / Commune de Gandon
 - Syndicat de l'Eau du Var Est / Commune de Bokhol
 - Régie des Eaux Gessiennes / Département de Kédougou
-
- On compte parmi ces collectivités engagées sur de nouveaux projet en 2025 : 1 département, 1 métropole, 2 communautés d'agglomération, 1 communauté de communes, 2 communes, 2 syndicats de gestions des eaux, 1 régie des eaux.
 - L'entièreté des collectivités engagées se font accompagner par une structure associative française jouant le rôle d'assistant à maîtrise d'ouvrage !

DONNEES SECTORIELLES NATIONALES

La dernière actualisation des taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement sénégalais date de 2023. Elle est complétée par des données récoltées lors du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) de 2023, paru en 2024 ([consultable ici](#)), réalisé par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération.

Ainsi selon la dernière actualisation de 2023 réalisée par le l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, le taux d'accès amélioré à l'eau global au Sénégal est de 90,1 %, avec 94,5 % des ménages urbains disposant d'un accès à une source d'eau améliorée, contre 82,7 % en milieu rural. Le taux d'accès amélioré global à l'assainissement au Sénégal est quant à lui de 62,9 %, avec une proportion de ménages urbains disposant d'un assainissement amélioré de 93,5 %, contre 58,5 % dans les zones rurales.

Taux d'accès amélioré à l'eau par région au Sénégal en milieu rural



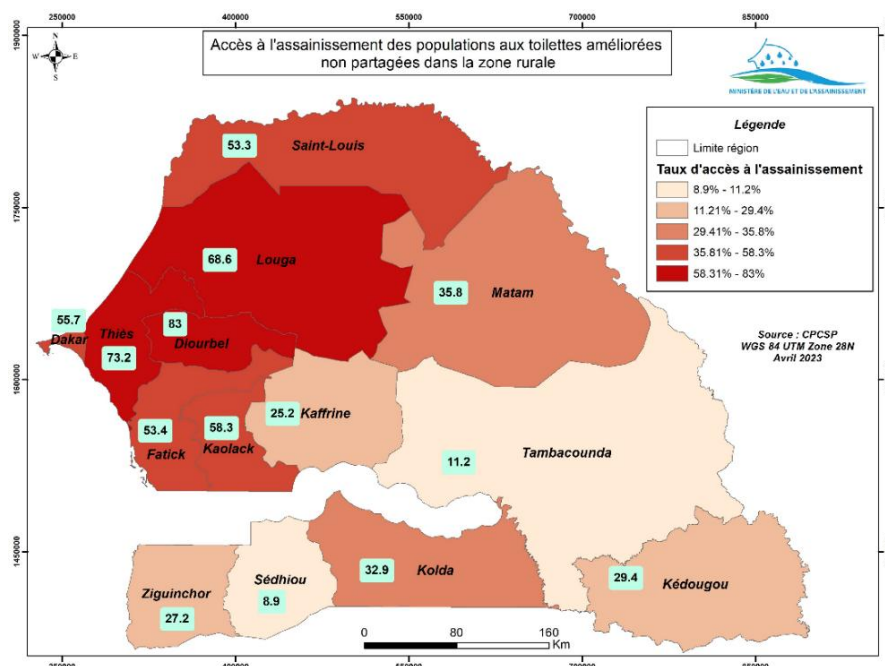
Comme le montre la carte ci-dessus les données nationales masquent des disparités importantes entre régions, départements et communes rurales. Par exemple, certaines régions telles que Kaffrine, Louga et Fatick présentent des taux d'accès supérieurs à 90 % tandis que d'autres comme Saint-Louis, Sédhiou, Kolda et Kédougou connaissent un accès beaucoup plus limité, obligeant la population à recourir à des puits non protégés.

D'après le recensement de 2023, 49,5 % des ménages s'approvisionnent en eau potable via un robinet dans le logement, tandis que 20,4 % utilisent un robinet dans la cour. Les puits non protégés, moins sûrs, restent employés par 7,4 % des ménages. En zone urbaine, 60,6 % des ménages disposent d'un robinet intérieur contre seulement 30,6 % en zone rurale. À la campagne,

le robinet dans la cour concerne 23,2 % des ménages et 9,8 % ont recouru au robinet public, contre respectivement 18,8 % et 3,3 % en ville. Enfin, 15,7 % des ménages ruraux utilisent encore un puits non protégé, contre 2,5 % en milieu urbain.

Au niveau régional, Sédhiou et Kolda se distinguent par la prédominance de puits non protégés. En effet, 49,6 % et 49,5 % des ménages utilisent respectivement dans ces deux régions un puits non protégé comme principale source d'approvisionnement en eau de boisson. En outre, les plus fortes proportions de ménages utilisant le robinet dans le logement comme principale source d'approvisionnement en eau de boisson se retrouvent dans les régions de Dakar (74,2 %) et de Thiès (52,9 %). Dans toutes les autres régions, la proportion de ménages utilisant le robinet dans le logement comme principale source d'approvisionnement en eau se situe en deçà de 50 %.

Taux d'accès amélioré à l'assainissement (toilettes non partagées) par région au Sénégal en milieu rural :



On remarque sur la carte ci-dessus que dans les Régions de Tambacounda, Sédhiou, Ziguinchor, Kaffrine et Kédougou l'accès à l'assainissement reste un défi important. En effet, le taux d'accès y est inférieur à 30 %. Dans les régions de Matam et Kolda, les besoins en assainissement demeurent encore une problématique majeure, avec des couvertures en assainissement comprises entre 30 et 40 %.

D'après le recensement de 2023, les habitants des zones rurales ont recouru majoritairement aux toilettes à évacuation vers des fosses (34,5 %) et aux latrines (24 %), parmi lesquelles prédominent les latrines ventilées (VIP) et les latrines à fosse non ventilée. Il est également préoccupant de constater qu'un pourcentage important de ménages ruraux ne dispose d'aucun système d'assainissement.

Concernant l'évacuation des boues de vidange, le recensement de 2023 indique que le mode d'évacuation des boues de vidange ne concerne que les ménages qui ont comme principal type d'aisance soit une chasse avec fosse soit une latrine (couverte, non couverte, ventilée améliorée). Le camion de vidange est le mode d'évacuation le plus usité par la population qui utilise les latrines et lieux d'aisance avec chasse d'eau. En effet, 69,5 % des ménages utilisent le camion comme mode d'évacuation des boues de vidange, tandis que 29,2 % les déversent dans des zones d'épandage non protégées. Selon le milieu de résidence, des disparités ont été observées. En effet, 86,9 % des citadins utilisent le camion de vidange comme mode d'évacuation des boues de vidange tandis que 71,9 % des ménages ruraux les déversent dans un trou creusé dans le sol.

> Ce bilan met en évidence la nécessité de renforcer les interventions dans les zones Centre et Sud, qui demeurent les territoires les moins investis par les acteurs de la CDNG française. Parallèlement, les défis liés à l'assainissement restent élevés et des efforts sont à faire afin de réduire les inégalités. Ces régions restent en effet les moins fréquentées et donc les moins couvertes par les dynamiques actuelles de coopération.

DETAILS DES PROJETS RECENSES

Cliquez sur le titre de l'action pour accéder à la fiche-action disponible en ligne sur la base de données pS-Eau.



Projets menés dans le cadre d'une coopération décentralisée

N°	Nom Projet	Collectivité d'intervention	Type d'actions	Coût global	Milieu intervention	Porteur du projet
1	GIRI - Gestion intégrée du risque inondation Wakhinane Nimzatt et Ndiareme Limamoulaye	Ndiareme, Département Gediaweye, Région Dakar	Assainissement, gestion inondations	41 581 €	urbain	UrbaMonde
2	Financement d'un projet d'amélioration de l'accès à l'eau et de la gestion du service au Sénégal, Djigui Niokolo	Djigui, Département Koumpentoum, Région Tambacounda	eau potable	50 000 €	rural	SOS Sahel
3	Territoires engagés pour l'eau	Diamas, Département et Région Saint-Louis	eau potable	300 000 €	rural	GRET
4	Amélioration de l'accès à l'eau des communes de Sare Nangué, commune de Nématoba	Nématoba, Département Vélingara, Région Kolda	eau potable	100 000 €	rural	Experts Solidaires
5	Extension et réhabilitation du service d'eau de la commune de Saly Escalé	Saly Escalé, Département Mbour, Région Thiès	eau potable	82 000 €	petits centres	ADEFRAMS
6	Développement du réseau d'eau de la commune Reo Mao, commune de Réfane	Refane Kao, Département et Région Diourbel	eau potable	93 000 €	petits centres	ADEFRAMS
7	Projet de développement d'une zone maraîchère, accès à l'eau et l'assainissement à Karang	Karang, Département Foundiougne, Région Fatick	assainissement ; eau potable	84 679 €	rural	Terre des Hommes France

8	<u>Construction d'un bloc sanitaire à l'école du village de Thieno Ndiaye</u>	Meouane, Département Tivaouane, Région Thiès	assainissement	30 000 €	rural	Ak Kocc Barma
9	<u>Biofermes Sénégal : renforcer l'autonomie paysanne au sahel grâce au pompage solaire</u>	Bamba et Nguiguis, Département et Région Thiès	eau potable	28 000 €	rural	SOL
10	<u>Construction de forages et installations de pompes solaires sur la commune de sinthiou mamadou boubou au Sénégal</u>	Sintiou Mamadou Boubou, Département Koumpentoum, Région Tambacounda	assainissement ; eau potable	50 000 €	rural	Hydraulique Sans Frontières
11	<u>Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans la commune de Nguer Malal situé dans la région de Louga au Sénégal (Phase 1)</u>	Nguermalal, Département et Région Louga	assainissement ; eau potable	193 122 €	rural	Communauté de communes Porte Océane du Limousin
12	<u>Accès à l'eau et à l'assainissement dans la commune de Ndiagne, région de Louga - Phase 1</u>	Ndiagne, Département et Région Louga	assainissement ; eau potable	294 099 €	rural	Limoges Métropole
13	<u>Accès à l'eau potable et à l'accès assainissement - Commune de Notto Gouye Diama, Région de Thiès</u>	Noto, Département Tivaouane, Région Thiès	assainissement ; eau potable	194 522 €	rural	Lorient Agglomération
14	<u>Accès à l'eau potable et à l'accès assainissement Région de Thiès - Commune de Mbour - zone nord de Falokh et Baye Deuk - Sénégal (Phase 2)</u>	Mbour, Département Mbour, Région Thiès	assainissement ; eau potable	319 109 €	péri-urbain	Concarneau Cornouaille Agglomération
15	<u>Projet PAI2D - Commune rurale de Diembereng, Département de Oussouye, région Ziguinchor</u>	Diembereng, Département Oussouye, Région Ziguinchor	assainissement	200 000 €	rural	GRET
16	<u>Programme de promotion de la GIRE et Coopérations pour l'eau et l'assainissement avec le BFS 3</u>	Dakar, Département et Région Dakar	GIRE	93 734 €	global	pSEau

17	<u>Atelier de partage d'expériences sur la mise en oeuvre de projets transfrontaliers GIRE sur le bassin du fleuve Sénégal</u>	Rosso, Département Dagana, Région Saint-Louis	GIRE	39 253 €	global	ADOS
18	<u>Assainissement/Investissements - Eau Potable/Mise en oeuvre du projet, sensibilisation et renforcement de capacité à Tambacounda au Sénégal</u>	Tambacounda, Département et Région Tambacounda	assainissement ; eau potable	350 000 €	rural	GRET
19	<u>Accès à l'eau et à l'assainissement en milieu scolaire pour 2 écoles de Mboro au Sénégal</u>	Mboro [Thiès / Tivaouane] - Sénégal	assainissement ; eau potable	86 331 €	urbain	Terre de solidarités
20	<u>Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les villages de la commune de Gandon (Sénégal) et dans quatre de leurs écoles</u>	Gandon, Département et Région Saint-Louis	assainissement ; eau potable	260 521 €	rural	SIAEP de Puy-la-Forêt
21	<u>Renforcement des infrastructures d'adduction d'eau potable à Mbar et Ndiene Lagane (Sénégal)</u>	Mbar, Département Gossas, Région Fatick	eau potable	34 664 €	rural	Main dans la Main avec l'Afrique
22	<u>Réalisation d'un schéma de secteur Eau et Assainissement pour l'appui à la gestion d'une commune de la région de Louga</u>	Louga, Département et Région Louga	assainissement ; eau potable	50 000 €	rural	Mairie de Salles
23	<u>Projet d'assainissement intégré Cenon-Ouakam (PAINCO)</u>	Ouakam, Département et Région Dakar	assainissement	1 318 456 €	urbain	Ville de Cenon
24	<u>Renforcement de l'accès à l'eau et à l'assainissement de 3 villages de Sakal (Sénégal)</u>	Sakal, Département et Région Louga	assainissement ; eau potable	79 473 €	rural	Comité de Jumelage Malemort Sur Corrèze/Sakal
25	<u>Accès à l'eau et l'assainissement dans les centres de santé du district de Thiadiaye (Sénégal)</u>	Tiadiaye, Département Mbour, Région Thiès	assainissement ; eau potable	121 226 €	rural	AHESO

26	Programme d'accès à l'eau et à l'assainissement de la commune d'Oukout au Sénégal - PHASE 5 - Village de Diantème	Oukout, Département Oussouye, Région Ziguinchor	assainissement ; eau potable	126 993 €	rural	OMCI Commercy
27	Amélioration de l'accès à l'assainissement dans le village de Kassack Nord au Sénégal	Ronkh, Département Dagana, Région SaintLouis	assainissement	100 364 €	rural	Initiatives Solidarité Sénégal
28	Projet d'appui à la gouvernance intercommunale de l'eau - PAGIE phase 2	Bakel, Département Bakel, Région Tambacounda	assainissement ; eau potable	286 182 €	péri-urbain	GRDR
29	Programme renforcement du secteur Eau et Assainissement de la commune de Bokhol (Sénégal) - Réhabilitation d'une unité de potabilisation	Mbane, Département Dagana, Région SaintLouis	eau potable	137 702 €	rural	Syndicat de l'Eau du Var Est
30	Projet d'approvisionnement en eau potable de quatre villages dans la région de Kédougou au Sénégal	Kedougou, Département et Région Kédougou	eau potable	268 371 €	rural	Régie des Eaux Gessiennes
31	"Eau saine et hygiène pour tous" dans les écoles de la région de Louga (Sénégal)	Louga, Département et Région Louga	eau potable	100 000 €	rural	Département du Doubs
32	Accès à l'eau du village peulh de AFO	Afo, Département Dagana, Région SaintLouis	assainissement ; eau potable	37 090€	rural	Peuple et Culture Gard

[Consultez le bilan 2024.](#)

Les actualités du Réseau Sénégal [disponibles ici.](#)

Pour plus d'informations, vos contacts :

- Mme. Khadidiatou Ba Ndiaye, Animatrice Réseau Sénégal pSEau à Dakar : khadidiatou.ba@pseau.org
- Mr. Basile Epiphane Bouré Diouf, Animateur Réseau Sénégal pSEau à Dakar : basile.diouf@pseau.org
- Mme. Garance Beaumont, Chargée de mission Référent Sénégal, basée à Bordeaux : garance.beaumont@pseau.org